RCS : VERSAILLES
Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 D 00839
Numéro SIREN : 820 988 780
Nom ou dénomination : MAXMALIA

Ce dépôt a été enregistré le 28/08/2018 sous le numéro de dépôt 41968

PJ 18/5/18
My
Raegn
aa 18/5/18
Contrat appel
06 18/5/18

MAXMALIA
SOCIETE CIVILE au capital de 5 000 Euros
SIEGE SOCIAL : ROLLEBOISE (78) 3 Chemin du Bas Désert
820 988 780 RCS VERSAILLES

n° de dépôt 41968

n° de gestion

28 AOUT 2018

n° de facture

n° de chrono

ASSEMBLEE GENERALE DU 18 mai 2018

Procès verbal de délibération

Le dix huit mai 2018 à onze heures trente, au siège social, les associés se sont réunis en assemblée générale sur convocation de la gérance.

Sont présents :

- Monsieur Jean-Marie PRADIER
propriétaire de 4500 parts

- Madame Florence PRADIER
propriétaire de 500 parts

Toutes les parts sociales étant représentées, les associés peuvent valablement délibérer en assemblée générale.

Monsieur Jean-Marie PRADIER associé gérant préside la séance.

Le président met à la disposition des associés.

- Le contrat d'apport établi entre Monsieur Jean-Marie PRADIER, Madame Florence PRADIER et la société,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions,
- les statuts de la société.

Le président rappelle alors l'ordre du jour :

- Augmentation du capital par apport en nature ;
- Approbation de l'évaluation dudit apport et de sa rémunération ;
- Modifications corrélatives des statuts ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Lecture est donnée du contrat d'apport et du rapport de la gérance.

La discussion est ouverte.

Greffe du tribunal de commerce de Versailles : dépôt N°41968 en date du 28/08/2018

Personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

PREMIÈRE RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du contrat d'apport intervenu entre Monsieur Jean-Marie PRADIER, Madame Florence PRADIER et la société et du rapport de la gérance, et sous réserve de l'adoption de la deuxième résolution, décide d'augmenter le capital social de la somme de 240 518 € pour le porter de 5 000 € à 245 518 € par la création de 240 518 parts numérotées de 5001 à 245 518, attribuées en représentation d'apports en nature ainsi qu'il sera dit sous la deuxième résolution.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et entièrement assimilées aux parts anciennes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale approuve l'apport par Monsieur Jean-Marie PRADIER et Madame Florence PRADIER, au profit de la société, respectivement :

- De 899 actions de la société JMFL, SAS au capital de 10 000 € dont le siège social est BUCHELAY (78) ZA les Closeaux, 1 rue de l'Aveyron, immatriculée au RCS de Versailles sous le n° 813 525 516, sous les conditions prévues audit contrat d'apport et moyennant l'attribution à l'apporteur de 216 659 parts nouvelles numérotées de 5001 à 221 659, de 1 € de valeur nominale ;

- De 99 actions de la société JMFL, SAS au capital de 10 000 € dont le siège social est BUCHELAY (78) ZA les Closeaux, 1 rue de l'Aveyron, immatriculée au RCS de Versailles sous le n° 813 525 516, sous les conditions prévues audit contrat d'apport et moyennant l'attribution à l'apporteur de 23 859 parts nouvelles numérotées de 221 660 à 245 518, de 1 € de valeur nominale.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital objet de la première résolution ; elle décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

Article 6 – Formation du capital

Cet article est complété par les dispositions suivantes :

« Les associés réunis en assemblée générale le 18 mai 2018 ont décidé d'augmenter le capital social de la somme de 240 518 €, en rémunération des apports consentis par Monsieur Jean-Marie PRADIER et Madame Florence PRADIER, respectivement de 899 actions et de 99 actions leur appartenant dans le capital de la société JMFL SAS dont le siège social est à BUCHELAY (78) ZA les Closeaux, 1 rue de l'Aveyron, immatriculée au RCS de Versailles sous le n° 813 525 516. »

Article 7 – Montant du capital – Parts sociales

Cet article est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à 245 518 €.

Il est divisé en 245 518 parts égales de 1 € chacune numérotées de 1 à 245 518 entièrement libérées.

Ces parts sont réparties entre les associés dans les proportions suivantes :

- *Monsieur Jean-Marie PRADIER : 221 159 parts*
  Numérotées de 1 à 4 500 et 5 001 à 221 659

- *Madame Florence PRADIER : 24 359 parts*
  Numérotées de 4 501 à 5 000 et 221 660 à 245 518

Total égal au nombre de parts : 245 518 parts »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer les formalités requises.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée et il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé.

CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

APPORT

1. BIENS APPORTES

Monsieur Jean-Marie PRADIER fait apport à la société bénéficiaire, sous la condition suspensive ci-après exprimée, de 899 actions lui appartenant dans le capital de la société JMFL.

Ledit apport est évalué globalement à deux cent seize mille six cent cinquante neuf euros (216 659 €).

Madame Florence PRADIER fait apport à la société bénéficiaire, sous la condition suspensive ci-après exprimée, de 99 actions lui appartenant dans le capital de la société JMFL.

Ledit apport est évalué globalement à vingt trois mille huit cent cinquante neuf euros (23 859 €).

2. ORIGINE DE PROPRIETE

- Les 899 actions ci-dessus appartiennent à Monsieur Jean-Marie PRADIER pour les avoir reçues en rémunération de son apport en numéraire effectué à la constitution de la société.

- Les 99 actions ci-dessus appartiennent à Madame Florence PRADIER pour les avoir reçues en rémunération de son apport en numéraire effectué à la constitution de la société.

3. PROPRIETE - JOUISSANCE

La société bénéficiaire sera propriétaire des actions apportées, à compter du jour, de l'approbation, par l'assemblée générale des associés de la société bénéficiaire, de l'apport et de l'évaluation qui en a été faite et de l'augmentation de capital corrélative.

Elle en aura la jouissance à compter de la même date et aura seule droit aux dividendes mis en distribution à compter du même jour.

4. AGREMENT

Le présent apport a été agréé par les associés de la société JMFL réunis en assemblée générale extraordinaire le 18 mai 2018.

5. REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, il sera attribué à :

- Monsieur Jean-Marie PRADIER : 216 659 parts numérotées de 5001 à 221 659 de 1 € de valeur nominale ;
- Madame Florence PRADIER : 23 859 parts numérotées de 221 660 à 245 518 de 1 € de valeur nominale ;

Qui seront créées par la société bénéficiaire en représentation d'une augmentation globale de capital de deux cent quarante mille cinq cent dix huit euros (240 518 €)

Les parts ainsi créées seront entièrement assimilées aux parts anciennes.

6. CONDITION SUSPENSIVE

Le présent apport est consenti et accepté sous la condition suspensive suivante :

- approbation dudit apport et augmentation corrélative du capital par les associés de la société bénéficiaire.

7 PLUS VALUE

Aux termes de l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts, dès lors que l'apporteur personne physique détient le contrôle de la société bénéficiaire – cette condition étant appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par le contribuable à l'issue de l'apport – la plus-value dégagée lors du présent apport de titres bénéficie de plein droit du régime de report d'imposition qui prendra fin lors de la survenance d'évènements énumérés par cette disposition.

En outre, cet apporteur devra accomplir l'ensemble des obligations déclaratives inhérentes au report d'imposition, conformément aux dispositions de l'article 74-OK de l'annexe II du Code Général des Impôts.

La société bénéficiaire s'engage de son côté, le cas échéant, à respecter les dispositions de l'article 74-OL de l'annexe II du Code Général des Impôts.

Pour le cas où l'apporteur ne détient pas le contrôle de la société bénéficiaire, la plus-value dégagée lors du présent apport de titres bénéficie automatiquement du sursis d'imposition de l'article 150-0 B du Code Général des Impôts.

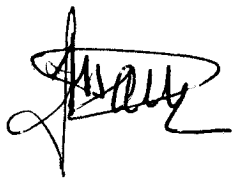
FIDAL

Société d'Avocats – Barreau d'Aurillac
14 Avenue du Garric
15000 AURILLAC

MAXMALIA
Société Civile au capital de 5000 euros
Siège social : 3 Chemin du Bas Désert 78270 ROLLEBOISE
820 988 780 RCS VERSAILLES

Aux termes des décisions de l'assemblée générale en date 18 mai 2018,le capital social a été augmenté de 240 518 euros pour le porter de 5000 euros à 245 518 euros par voie d'apport en nature de titres.
En conséquence, l'article 6 et 7 des statuts ont été modifiés.

Pour Avis
Le gérant



Greffe du tribunal de commerce de Versailles : dépôt N°41968 en date du 28/08/2018

CONTRAT D'APPORT

Entre :

Monsieur Jean-Marie PRADIER,
Demeurant à ROLLEBOISE (78), 3 Chemin du Bas Désert,

Né à BOURGES (18), le 4 Août 1957,
Marié avec Madame Florence GARLAND sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Jean-Marie DUPONT, notaire à VANDOEUVRE LES NANCY (54) le 21 avril 2000, préalable à leur union célébrée à MALZEVILLE (54) le 6 mai 2000.

Madame Florence GARLAND,
Demeurant à ROLLEBOISE (78), 3 Chemin du Bas Désert,

Née à BAR LE DUC (55), le 10 décembre 1956,
Mariée avec Monsieur Jean-Marie PRADIER sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Jean-Marie DUPONT, notaire à VANDOEUVRE LES NANCY (54) le 21 avril 2000, préalable à leur union célébrée à MALZEVILLE (54) le 6 mai 2000.

Ci-après nommés L'APPORTEUR

Et

La société **MAXMALIA,**
Société civile au capital de 5 000 €,
Dont le siège social est à ROLLEBOISE (78) 3 Chemin du Bas Désert,
Immatriculée au RCS de Versailles sous le n° 820 988 780,

Représentée par Monsieur Jean-Marie PRADIER, gérant.

Ci-après nommée La SOCIETE BENEFICIAIRE

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 septembre 2015, il a été constituée pour une durée de 50 années à compter du 15 septembre 2015, une société par actions simplifiée dénommée JMFL.

Cette société dont le siège social est à BUCHELAY (78) Z.A. Les Closeaux, 1 rue de l'Aveyron est immatriculée au RCS de VERSAILLES sous le n° 813 525 516.

Cette société a pour objet :

- Le commerce de détail et la pose de meubles de cuisines et de salles de bains,
- Le commerce de détail de matériaux de construction,
- Le commerce d'articles sanitaires,
- La vente d'aménagements intérieur et extérieur,
- La commercialisation de services destinés à l'aménagement durable de la maison dans le cadre d'exploitation de magasin « Lapeyre ».

Son capital est fixé à 10 000 € divisé en 1000 actions de 10 € chacune ainsi réparties :

- Monsieur Jean-Marie PRADIER : 900 actions
- Madame Florence PRADIER : 100 actions

L'article 14 concernant la transmission des titres de capital soumet à agrément toute cession effectuée au bénéfice d'un tiers non associé.

L'agrément est donné par les associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

La société a clôturé ses derniers comptes annuels au 31 décembre 2017.

8. DROIT D'ENREGISTREMENT

Il sera fait application des dispositions de l'article 810-I du Code Général des Impôts. Le présent apport donne ouverture au droit fixe de 500 €.

8. ELECTIONS DE DOMICILES

Pour l'exécution des présentes, les parties font élections de domiciles :

- les apporteurs : à leur domicile sus indiqué ;
- la société bénéficiaire : à son siège social sus indiqué ;

Fait à ROLLEBOISE (78)

Le 18 mai 2018

En huit exemplaires

M. Jean-Marie PRADIER

Mme Florence PRADIER

P/MAXMALIA Société Civile
M. Jean-Marie PRADIER

Enregistré à : SERVICE IMPOTS ENTREPRISES DE MANTES LA JOLIE
Le 27/06/2018 Bordereau n°2018/330 Case n°5 Ext 1930
Enregistrement : 500 € Pénalités : 50 €
Total liquidé : cinq cent cinquante euros
Montant reçu : cinq cent cinquante euros
L'Agente administrative des finances publiques

Nahla FETTIS
Agent Administratif
des Finances Publiques

MAXMALIA

SOCIETE CIVILE

Au capital de 245 518 €uros

Siège social : ROLLEBOISE (78) 3 Chemin du bas désert

820 988 780 RCS VERSAILLES

S T A T U T S

Statuts mis à jour par Assemblée Générale du 18 mai 2018

« Copie certifiée conforme à l'original »

Le gérant



Greffe du tribunal de commerce de Versailles : dépôt N°41968 en date du 28/08/2018

ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées, une société civile régie par les dispositions légales ou réglementaires applicables aux sociétés civiles sans statut légal particulier et par les présents statuts.

La société a été constituée par acte établi sous seing privé à ROLLEBOISE (78) le 7 juin 2016.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est **MAXMALIA.**

Cette dénomination doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers. Elle doit, si elle ne les contient pas, être précédée ou suivie des mots « société civile » et de l'indication du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- L'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement ;
- La prise de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles et la gestion de ces participations.
- L'acquisition, la prise à bail, la location, la vente, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeuble construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous autres biens immeubles et de tous biens meublés ;
- La construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial, industriel, professionnel ou mixte ;
- La réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles anciens, ainsi que la réalisation de tous travaux de transformation, amélioration, installations nouvelles conformément à leur destination ;
- La mise en valeur, l'administration et l'exploitation par location ou autrement de tous immeubles et droits immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement ;
- L'administration et la gestion de parts de sociétés civiles immobilières ou de parts de société civiles de placements immobiliers, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement ;
- L'organisation du patrimoine familial des associés en vue d'en faciliter la gestion et la transmission afin d'éviter qu'il ne soit livré aux aléas de l'indivision ;

Elle peut faire toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation, pourvu que celles-ci n'aient pas pour effet d'altérer son caractère civil.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé : ROLLEBOISE (78), 3, Chemin du bas désert.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est de 50 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Cette durée peut être prorogée par décision prise par les associés à la majorité prévue pour la modification des statuts.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports de numéraire.

Les associés réunis en assemblée générale le 18 mai 2018 ont décidé d'augmenter le capital social de la somme de 240 518 €, en rémunération des apports consentis par Monsieur Jean-Marie PRADIER et Madame Florence PRADIER, respectivement de 899 actions et de 99 actions leur appartenant dans le capital de la société JMFL SAS dont le siège social est à BUCHELAY (78) ZA les Closeaux, 1 rue de l'Aveyron, immatriculée au RCS de Versailles sous le n° 813 525 516.

ARTICLE 7 – MONTANT DU CAPITAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à 245 518 euros.

Il est divisé en 245 518 parts égales de 1 € chacune numérotées de 1 à 245 518 entièrement libérées.

Ces parts sont réparties entre les associés dans les proportions suivantes :

Monsieur Jean-Marie PRADIER : numérotées de 1 à 4500 et 5001 à 221 659	221 159 parts
Madame Florence PRADIER : numérotées de 4501 à 5000 et 221 660 à 245 518	24 359 parts
Total égal au nombre de parts :	245 518 parts

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL - ROMPUS

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision des associés prise à la majorité prévue pour modifier les statuts.

Lorsque l'augmentation de capital a pour effet de faire entrer dans la société un nouvel associé, celui-ci doit être agréé aux mêmes conditions que celles précisées à l'article 12 pour un cessionnaire de parts qui ne serait pas déjà associé.

La réduction du capital ne peut, en aucun cas, porter atteinte à l'égalité des associés.

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution du nombre de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus, les associés devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts.

ARTICLE 9 – REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé résultent simplement des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts sociales régulièrement consenties.

ARTICLE 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS

A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales.

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Chaque part donne le droit de participer aux décisions collectives et d'y exprimer tous votes, elle donne droit à une voix.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux, et qui, en cas de désaccord, est désigné en justice.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire non soumis à agrément compte comme associé. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois. Ces dispositions sont applicables à chaque nu-propriétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

Le droit de vote appartient, pour les parts dont la propriété est démembrée, au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier, sans préjudice du droit reconnu au nu-propriétaire de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 11 – FORME ET PUBLICITE DES CESSIONS DE PARTS

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil ou par transfert sur les registres de la société. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et sa publicité par dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES PARTS - AGREMENT

1. Les parts sociales, librement cessibles entre associés, ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec l'agrément de tous les associés. Cette disposition vise toutes transmissions entre vifs à titre onéreux ou gratuit, y compris celles au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant du cédant, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la société et à chacun des associés. La gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés sur ce projet.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions ci-dessus sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui doit être agréé par tous associés autres que le cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée. Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

2. Les transmissions de parts ayant leur origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé y compris en cas de fusion, de scission ou de dissolution après réunion de toutes les parts en une seule main sont soumises à agrément dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article, sauf si elles bénéficient à une personne déjà associée.

3. Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement donnant lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers nantis.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues pour leur agrément à une cession de parts. La société doit notifier la décision des associés de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément. Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire ou de l'attributaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée, un mois avant la vente ou l'attribution, aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours à compter de la vente ou de l'attribution. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie. Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée ou l'attribution, la société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société. Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation, ou la dissolution de la société, dans les conditions prévues au paragraphe 1, ci-dessus. Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 3 du présent paragraphe. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

4. En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute. Les parts sociales sont transmises librement par succession au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé. Tous autres héritiers, conjoint ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de tous les associés survivants.

Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne devient associée que si elle est agréée dans les mêmes conditions.

Tout héritier, ayant droit ou conjoint, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs, ils doivent désigner un mandataire commun.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, intenter toute action appropriée devant la juridiction compétente du lieu d'ouverture de la succession pour obtenir qu'il soit procédé au partage de l'indivision dont le maintien empêche le fonctionnement normal de la société.

Lorsque les droits hérités sont divis, la société peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Les dispositions concernant la procédure d'agrément et les conséquences du refus d'un projet de cession entre vifs, sont applicables, en tant que de raison, aux mutations par décès. Toutefois, dans l'hypothèse où le refus d'agréer est signifié par la société sans demande préalable des intéressés accompagnée d'un projet de partage, le délai de six mois, à l'expiration duquel l'agrément est réputé acquis à défaut d'offre d'achat ou de rachat, court à compter de la notification de ce refus.

La valeur des droits sociaux payée au conjoint, aux héritiers et ayants droit qui ne deviennent pas associés, soit par les nouveaux titulaires des parts sociales soit par la société si celle-ci les a rachetées pour les annuler, est déterminée au jour du décès. En cas de contestation, l'évaluation est faite conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Le conjoint, les héritiers et ayants droit non agréés ne peuvent déclarer renoncer à leur projet de partage pour écarter ou retarder l'achat ou le rachat des parts de leur auteur.

5. En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et les héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions du paragraphe 4, ci-dessus, à moins qu'ils n'aient déjà la qualité d'associé.

Il en est de même pour les héritiers si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à l'unanimité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus. Toutefois, à défaut d'agrément, le conjoint associé bénéficie d'une priorité d'achat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

6. Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés autres que son époux qui ne participe pas au vote.

7. Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts sont notifiés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

S'il résulte d'un acte sous seing privé et s'il n'a pas été accepté par elle dans un acte authentique, le nantissement des parts sociales est signifié à la société par acte d'huissier de justice.

Les décisions de la société et des associés sur la demande d'agrément, le nom du ou des acquéreurs proposés, l'offre de rachat par la société sont notifiés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutes autres notifications ou significations sont faites soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par acte d'huissier de justice. L'urgence justifie en outre, dans tous les cas, le recours à ce dernier procédé.

ARTICLE 13 – RETRAIT D'UN ASSOCIE

Un associé ne peut se retirer de la société sans une autorisation donnée par une décision unanime des autres associés. Toutefois, ce retrait peut être autorisé par décision de justice, s'il est fondé sur de justes motifs.

L'associé autorisé à se retirer a droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés soit par les autres associés soit par des tiers désignés par eux, ou rachetés par la société elle-même. En cas de contestation, cette valeur est fixée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

L'associé qui se retire ne peut prétendre à la reprise du bien qu'il a apporté et qui se trouve encore en nature dans l'actif social, cette reprise ne pouvant s'exercer qu'après la dissolution et la liquidation de la société.

La valeur des droits sociaux de l'associé qui se retire est payable comptant au jour de la réalisation effective du rachat.

Lorsqu'un associé a demandé à se retirer de la société conformément aux dispositions ci-dessus, les autres associés peuvent à l'unanimité décider la dissolution anticipée de la société.

En cas de déconfiture, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire d'un associé, et à moins que les autres ne décident, à l'unanimité, de dissoudre la société, il est procédé, dans les conditions fixées par la loi, au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, qui perd la qualité d'associé.

ARTICLE 14 - GERANCE DE LA SOCIETE

La société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées pour une durée limitée ou non, par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, le premier gérant de la société est nommé par les présents statuts (article 20). En cas de cessation des fonctions de ce premier gérant pour des circonstances indépendantes de sa volonté (décès, ou invalidité liée à un accident ou une maladie), il sera remplacé par Madame Florence PRADIER, née à Bar-le-Duc (55) le 10 décembre 1956 demeurant à SOISY-SUR-SEINE (91) 17, Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, qui prendra automatiquement ses fonctions à la date de cessation de celles de son prédécesseur.

Le mandat du nouveau gérant ainsi automatiquement désigné sera d'une durée de CINQ (5) années.

A l'issue de cette durée, les associés retrouveront le pouvoir de désignation des gérants.

Le nouveau gérant ainsi automatiquement désigné disposera des mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne que ceux attribués par les présents statuts au gérant de la société.

Au moment de son entrée en fonction, le nouveau gérant accomplira les formalités de publicité requises.

Tout gérant est révocable dans les mêmes conditions. La révocation peut également être prononcée par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

S'il est associé, le gérant révoqué conserve ses parts sociales ; il ne peut se retirer de la société que dans les conditions prévues à l'article 13, sans pouvoir invoquer un droit de retrait résultant directement de sa révocation.

Tout gérant peut mettre fin à ses fonctions à condition de notifier sa décision à tous les associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la prise d'effet de sa démission.

Le gérant qui était associé et vient à perdre cette qualité, soit en cédant la totalité de ses parts, soit en se retirant de la société par application des dispositions de l'article 13 est réputé démissionnaire d'office.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent percevoir une rémunération de leurs fonctions, fixée par une décision collective prise dans les mêmes conditions que la décision qui les nomme. Ils ont droit, sur justification, au remboursement des frais exposés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Si les conditions prévues par les dispositions légales sont réunies, les conventions réglementées intéressant le gérant font l'objet d'un rapport spécial, les associés statuent sur ce rapport.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés et résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés. Les décisions peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Tout associé peut se faire représenter à une assemblée par son conjoint ou un autre associé.

La convocation d'une assemblée ou la consultation écrite des associés est faite par la gérance. Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

En cas de tenue d'une assemblée, celle-ci a lieu au siège social ou dans tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par un gérant ou, le cas échéant, par le mandataire de justice chargé de la convoquer. A défaut, elle est présidée par un associé désigné à la majorité des associés présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des documents qui doivent lui être adressés pour émettre son vote par écrit. Passé ce délai, les votes ne seront plus reçus.

Sous réserve des dispositions spéciales des présents statuts fixant des conditions particulières de majorité ou exigeant l'unanimité pour certaines décisions déterminées, les décisions collectives, pour être valablement prises, doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales si elles ne comportent aucune modification des statuts ; et, celles qui comportent au contraire une telle modification ne peuvent être valablement prises qu'à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

En aucun cas, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans son consentement.

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 17 - REDDITION ANNUELLE DE COMPTE

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

A cet effet, elle établit les comptes en conformité des usages ou de la réglementation applicables dans l'activité exercée qui permettront de dégager le résultat de la période considérée.

S'il y a lieu, la gérance doit également établir le rapport spécial sur les conventions réglementées visées à l'article 14.

La société est tenue de nommer un commissaire aux comptes lorsque les critères prévus par la loi sont réunis.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Après constatation d'un bénéfice distribuable, les associés sur la proposition de la gérance, déterminent la part attribuée à titre de dividende, le solde étant reporté à nouveau ou affecté à tous postes de réserves.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

ARTICLE 19 - LIQUIDATION - PARTAGE

La dissolution met fin aux fonctions des gérants. Le liquidateur est nommé par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital.

Le liquidateur représente la société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour achever les affaires en cours, réaliser l'actif social, payer le passif et répartir le solde disponible, sous réserve des dispositions ci-dessous concernant la reprise d'un apport en nature.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales. Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Lorsque la dissolution est prononcée par l'associé unique, si celui-ci est une personne morale, elle entraîne à son profit la transmission universelle du patrimoine de la société, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 20 – NOMINATION DU PREMIER GERANT

Le premier gérant de la société est Monsieur Jean-Marie PRADIER demeurant à SOISY-SUR-SEINE (91) 17, Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny qui déclare accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée illimitée.

En cas de cessation des fonctions du gérant ainsi nommé dans les conditions fixées à l'article 14 des statuts, il sera remplacé comme indiqué audit article.

Il est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 21 - PERSONNES INTERVENANT A L'ACTE CONSTITUTIF

1) Monsieur Jean-Marie PRADIER,
Demeurant à SOISY SUR SEINE (91) 17, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny,
Né à BOURGES (18) le 4 août 1957,

Marié avec Madame Florence GARLAND sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Jean-Marie DUPONT, notaire à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54) le 21 avril 2000, préalable à leur union célébrée à MALZEVILLE (54), le 06 mai 2000.

2) Madame Florence GARLAND,
Demeurant à SOISY SUR SEINE (91) 17, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny,
Née à BAR LE DUC (55) le 10 décembre 1956,

Mariée avec Monsieur Jean-Marie PRADIER sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Jean-Marie DUPONT, notaire à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54) le 21 avril 2000, préalable à leur union célébrée à MALZEVILLE (54), le 06 mai 2000.

ARTICLE 22 – APPORTS A LA SOCIETE

Chaque associé fait apport en capital à la société, savoir :

- Monsieur Jean-Marie PRADIER une somme de quatre mille cinq cents (4500 €) euros.

- Madame Florence PRADIER une somme de cinq cents (500 €) euros.

Il est ainsi apporté en numéraire la somme totale de cinq mille (5000 €) euros.

Cette somme a été intégralement versée, dès avant ce jour et déposée à Banque Populaire Val de France – Agence Mantes Gambetta à Mantes-la-Jolie (78) à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le n°3112083066.

ARTICLE 23 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - PERSONNALITE MORALE – PERIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Jusqu'à l'immatriculation, les rapports entre les associés sont régis par le présent contrat de société et par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2016.

Les actes souscrits pour son compte, pendant la période de formation et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

En outre, la gérance est immédiatement habilitée à passer, les actes entrant statutairement dans ses pouvoirs. Ces actes seront repris par la société et réputés avoir été faits par elle dès l'origine après leur approbation par les associés aux conditions requises pour les décisions qui ne modifient pas les statuts, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 24 – OPTION FISCALE

Les associés déclarent opter pour le régime fiscal des sociétés de capitaux, sur le fondement des articles 206-3 et 239 du Code Générale des Impôts (C.G.I.).

Ils donnent tous pouvoirs au gérant à l'effet d'en aviser le service des impôts au moyen de l'établissement sous sa signature, de la notification prévue à l'article 22 de l'annexe IV du C.G.I.

ARTICLE 25 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prescrites par la loi, et spécialement à Monsieur Jean-Marie PRADIER associé, à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.